

Réflexion autour du développement de la Saoura

Projets financés et pilotés par les pouvoirs publics

La question primordiale a trait aux modalités pratiques d'octroi de marchés aux opérateurs (privés et publics) . Quels sont les critères qui ont prévalu jusqu'à l'heure actuelle ? Comment favoriser les entreprises qualifiées et performantes ayant les moyens de réalisation en rapport avec les projets envisagés ? Est soulevé dans ce chapitre le problème des « déviations » en matière d'octroi de marchés (phénomène de la corruption – pots de vin – trafic d'influence etc.) . En d'autres termes comment « ouvrir » le marché et laisser la libre concurrence faire son entrée à Béchar . Cela ne relève pas de l'impossible mais est bien dans le domaine du réalisable pour peu qu'il y est une volonté réelle des pouvoirs publics à le faire .

L'autre volet est de savoir comment et dans quelle mesure nous pouvons favoriser les entreprises locales (privées ou publiques) pour les faire bénéficier de projets à réaliser sans que cela n'entrave le bon déroulement des différents programmes projetés . L'impact de cette action ne sera que bénéfique sur l'état d'esprit des populations de la « Saoura » en général et renforcera la crédibilité de l'état et la confiance des citoyens envers leur République . Durant les dernières années, l'image de l'état a pris un sérieux coup et ce en raison des comportements et déviations de différents responsables ayant effectué un passage au niveau de la « Saoura » .

Les besoins de la « Saoura »

En matière de développement, la région de la « Saoura » accuse un retard considérable notamment dans les domaines suivants :

- Réalisation de logements tous types confondus (social – participatif – évolutif – promotion immobilière)
- Réseaux de distribution en eau potable
- Réseaux d'assainissement (évacuation et traitement des eaux usées)
- Hygiène publique (voirie)
- Santé publique – Déficit flagrant en matière de couverture médicale (encadrement – infrastructure et matériel médical spécialisé)
- Protection de l'environnement

- Développement et encouragement de l'investissement dans le secteur de l'agriculture malgré les moyens colossaux dépensés . La Saoura doit être en mesure de s'auto-suffire en matière alimentaire et elle a les moyens (Eau abondante, il suffit de la chercher là où elle est – de grandes superficies de terres qui ne demandent qu'à être mises en valeur et à être fertilisées – du soleil 12 mois sur 12)
- Infrastructures touristiques
- Etat de délabrement avancé des quartiers (état des ruelles – éclairage public etc.)

En matière d'enseignement, le Centre Universitaire de Béchar dispense des formations universitaires qui ne répondent pas toujours aux besoins de cette région du Sud . Quel peut être l'intérêt d'enseigner le génie mécanique dans une région qui n'a pas d'industrie automobile et n'en aura pas dans l'avenir . Des cursus de formation dans les domaines de l'agriculture saharienne, des études de vétérinaires spécialisés, études de médecine seraient beaucoup plus appropriées et rendront un grand service à cette région . Il y a lieu d'adapter et conformer les cursus de formation avec les spécificités et demandes propres à la région du Sud en général (Saoura – Gourara – Touat – Tindouf etc.) .

En matière de développement, les véritables secteurs à encourager sont ceux de l'agriculture, du tourisme et artisanat ainsi que ceux des services . La Saoura ne deviendra jamais une zone industrielle au sens propre du terme et ce n'est pas dans son intérêt . La Saoura a peut être un avenir dans le domaine minier dans l'avenir avec la mise en vente des différentes concessions minières et qui participeront certainement de manière importante au développement de cette région avec toutes les conséquences économiques et sociales qui en découleront .

Le problème de l'emploi

Le problème de l'emploi est un problème national (sinon mondial) et son évolution est liée directement à l'état de l'économie du pays . La situation de l'emploi au niveau de la Saoura n'est guère différente de celle des wilaya du Nord du pays mais avec néanmoins un facteur aggravant de part le bas niveau de vie des larges couches des populations du Sud en général et celles de la Saoura en particulier .

L'état n'a pas les moyens ni la possibilité de créer des emplois et encore moins de les décréter . Les dispositifs d'aides mis en place

(emploi jeunes – ANSEJ – CPE etc.) sont une « Fausse » solution face à un « Vrai » problème . Il ne faut pas se leurrer, ces dispositifs n'ont qu'un effet d'atténuation et ce dans le cas où ils sont vraiment orientés vers les personnes qui en ont le plus besoin . Est-ce toujours le cas ? L'état est entrain de dépenser un argent fou pour quels résultats ? **La relance de l'emploi passe inévitablement par le développement de l'économie, le retour à la croissance et il n y a aucune autre issue .**

Les pouvoirs publics ont deux fonctions de régulation importantes par le biais desquelles ils « gèrent » l'économie et peuvent agir à savoir :

- 1- Le taux d'intérêt fixé par la Banque d'Algérie
- 2- La fiscalité .

Grâce à ses deux leviers fondamentaux de l'économie, l'état peut encourager ou décourager un secteur d'activité en fonction de ses besoins et objectifs recherchés . Pour ce qui est des régions du Sud, l'agriculture, le tourisme et l'artisanat sont des créneaux créateurs d'emploi et de richesse . Ils doivent être encouragés grâce à un **accès facile aux crédits** aux potentiels investisseurs ainsi que de la mise en oeuvre d'une **fiscalité attrayante** ; nous n'avons pas le choix .

Préservation de l'Ordre public et Gestion de la contestation sociale

La préservation de l'ordre public et de la sécurité est l'une des préoccupations essentielles des pouvoirs publics et particulièrement ces dernières années où nous avons observé une nette croissance des revendications par les populations qui n'hésitent plus à exprimer leur ras le bol face à l'inertie des pouvoirs publics quant à la prise en charge de leurs préoccupations . La contestation sociale a pris des proportions telles qu'elle est devenue un véritable problème de **Sécurité Nationale** dans la mesure où les actes de violence prennent des proportions inquiétantes (destruction d'édifices publics – incendie – routes bloquées – atteintes aux biens – agressions physiques etc.) .

Le travail à mener dans l'avenir doit être axé essentiellement sur un arsenal d'outils permettant la prévention de ces conflits et les « **gérer** » avant leur survenance . Quant une contestation « **explose** » c'est l'échec consommé des pouvoirs publics qui est mis en évidence .

Empruntant le terme au jargon économique, il y a lieu de réfléchir à la mise en place d'un véritable **Tableau de Bord Social** qui permettra de « **voir venir** » la contestation et la « **prendre en charge** » avant son

« **explosion** » . Un immense travail de collecte de données **objectives** – **pertinentes - rationnelles** et **mesurables** doit être entamé afin d'analyser les mouvements sociaux et de prendre les décisions appropriées . Telle est l'action que doivent entreprendre les différents démembrements de l'état et des pouvoirs publics (Wilaya – Daira – APC – Sûreté et Gendarmerie – Garde communale etc.) de manière **formelle** et sans omettre de faire appel de manière **informelle** aux autres sources de données : Associations diverses – Notables de la région – Représentations politiques locales et tout autre personne morale ou physique pouvant renseigner l'autorité administrative sur l'état de la situation au niveau du territoire de compétence .

02/05/2005